Adultes, jeunes et adolescentes, mécontentes, frustrées, blessées dans leur amour propre, ont dit, hier, non à la violence, non à l'intégrisme, non à l'agression verbale et physique, touchées toutes dans leur dignité qu'elles sont.

«C'est la honte dans la Tunisie post-révolution», où la Tunisienne fait l'objet d'une polémique, provoquée par des policiers poursuivis pour viol et où la victime devient coupable dans une affaire pour outrage public à la pudeur.

Une centaine de femmes écoeurées, solidaires, unies, ont scandé des slogans dénonçant le dénigrement de la femme tunisienne. «Une Tunisie voilée, une Tunisie violée», «une justice pour protéger les abus de la police», «Dans mon pays, la police me viole et la justice m'accuse », «Question pour la troïka et le gouvernement :

et si c'était une de vos filles violée ?' », « le viol, nos corps et nos cœurs », «Violences faites aux filles et aux femmes= zéro tolérance »..., autant de slogans et d'affiches ainsi que des banderoles pour soutenir l'affaire de cette jeune fille et de la femme tunisienne.

Ce rassemblement de soutien à l'affaire de la jeune fille violée a suscité, hier, sur la Place des droits de l'Homme, à l'Avenue Mohamed 5, une mobilisation modeste certes, mais a fait l'objet tout de même d'une polémique au sein de l'ANC en présence du ministre de l'Intérieur M. Ali Laaryedh et au sein de la société civile et d'un tapage médiatique, car c'est la place qu'occupe la femme tunisienne et les acquis dont elle jouit qui sont en jeu.

A l'unanimité, les femmes protestataires, tout comme les hommes présents au sit-in, ont réclamé la condamnation des inculpés dans cette affaire affirmant que personne n'est au-dessus de la loi dans un pays comme la Tunisie, qui, dans cette étape de transition, opte pour l'ancrage des valeurs de la dignité, de la liberté et de la démocratie.

Les manifestantes se sont engagées à garantir à la victime protection et assistance et à sensibiliser l'opinion publique à l'importance de protéger l'intégrité physique de l'individu et de

préserver les droits et les acquis de la femme tunisienne qui figurent parmi les objectifs de la révolution.

Elles ont, par ailleurs, réclamé la nécessité de combattre tous types de violence à l'égard de la femme : «Il ne suffit pas de multiplier les mécanismes et les structures de réception des réclamations des victimes mais il faudrait que les femmes elles mêmes aient le courage de briser la loi du silence, en dénonçant leurs agresseurs».

Par N. Hizaoui